

Toronto, elle compte environ quatre-vingt-quinze mille personnes qui demeurent pour la plupart dans le township d'York-Nord situé aux limites septentrionales de la ville de Toronto. En réalité, le township d'York-Nord fait actuellement partie du Toronto métropolitain. Ce township se situe parmi les municipalités canadiennes dont l'essor est le plus rapide; aussi les grands problèmes que soulève la vaste expansion dans les domaines de l'habitation, du commerce et de l'industrie ne peuvent-ils être traités que par les divers gouvernements, à tous les échelons.

Le township d'York-Nord est réputé pour ses excellentes écoles, ses magnifiques services municipaux et scolaires et le nombre prédominant de ses jeunes gens qui, pour la plupart, ont, comme moi-même, au moins deux enfants et une hypothèque. Un des problèmes qui se posent chez nous est l'insuffisance du service de livraison postale, lacune qui découle, au moins en partie, de l'essor soutenu de la construction d'habitations. Toutefois, le ministre des Postes (M. Côté) m'assure qu'il prendra les dispositions nécessaires pour remédier à cet état de choses.

Les autres régions peuplées de la circonscription sont constituées par les délicieux villages de Woodbridge et Thornhill situés dans la partie nord. Bref, il y a là, dans la zone suburbaine de la région métropolitaine, une collectivité canadienne typique de langue anglaise animée d'un profond esprit de solidarité.

York-Centre est borné à l'est par la célèbre rue Yonge qui s'étend depuis le lac Ontario, passant par le cœur de Toronto, jusqu'à la région du nord. Depuis le début de notre histoire, cette rue célèbre sert de voie au commerce vers le nord. A peu près tout ce que je puis raconter de l'histoire d'York-Centre, c'est que l'intrépide William Lyon Mackenzie, lorsqu'il s'efforçait d'établir le gouvernement responsable, a conduit ses troupes par la rue Yonge pour assiéger la boueuse York. A un autre moment de notre histoire, exactement le 29 juillet 1953, notre distingué secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) remontait la rue Yonge pour faire son entrée triomphale dans Newton-Brook, sa ville natale, où il a parlé en ma faveur. On peut dire, j'imagine, que les objets des deux voyages n'étaient pas trop dissemblables puisque l'un visait à établir le gouvernement responsable et l'autre à le maintenir.

Il m'aurait fallu beaucoup d'imagination pour avoir supposé, il y a un an, que je proposerais aujourd'hui l'adoption de l'Adresse en réponse au discours du trône. Je ne croyais pas alors que j'aurais l'honneur

de servir sous la direction de notre distingué premier ministre (M. St-Laurent). Notre premier ministre occupe un rang élevé parmi les hommes d'État du monde. Il est respecté et admiré non seulement dans tous les foyers canadiens mais dans chacune des capitales où règnent l'intégrité, la dignité et l'humanité. A mon avis, ses œuvres les plus admirables sont la fusion définitive des éléments canadiens en une nation indissoluble et le rôle d'interprète qu'il a joué entre le monde occidental et les grandes nations d'extrême-Orient qui font partie du Commonwealth.

De même, je ne prévoyais pas que j'aurais l'honneur d'écouter les éloquentes discours du chef de l'opposition officielle (M. Drew), de puiser aux sources vives de l'humanitarisme du chef de la Fédération coopérative du Commonwealth, ni d'entendre exposer les vues et le programme du chef du Crédit social qui, comme tous les chefs de parti, n'a à cœur que les meilleurs intérêts de notre bien-aimé Canada.

Bien des choses se sont passées depuis la prorogation de la dernière session du vingt et unième parlement. Le premier événement de grande importance a été le couronnement de la reine du Canada, Elizabeth II, dont l'humilité, la grâce et la fidélité au devoir ont si fortement impressionné l'imagination des citoyens du Commonwealth.

On a maintes fois exprimé la possibilité que le couronnement de notre souveraine marque le début d'une ère nouvelle pour le Commonwealth de la même façon que le règne de la première Elizabeth a rempli de pages glorieuses les annales de l'empire britannique. Il faut espérer avec ferveur qu'il en soit ainsi car le Commonwealth constitue le meilleur exemple qui soit aujourd'hui de la façon dont des nations libres peuvent se gouverner elles-mêmes, dans un esprit de collaboration, unies par le lien le plus ténu mais aussi le plus fort qui soit, celui d'une commune fidélité à la Couronne.

L'événement qui suit en importance, c'est, évidemment, le retour au pouvoir du Gouvernement avec une majorité amplement suffisante. Le plus sérieusement du monde, — mes amis de l'opposition n'accepteront peut-être pas mon opinion, — j'affirme que ce résultat dénote le solide bon sens et la maturité politique du pays entier, d'un littoral à l'autre. Le Gouvernement a été reporté au pouvoir parce qu'il a adopté un programme sain et pratique pour le bien non pas d'une classe, d'un groupement ou d'une région du pays, mais pour le bien de tous. Le Gouvernement reconnaît de plus que les intérêts des ruraux et des citoyens se complètent au lieu de s'opposer et de se heurter. Nous représentons non seulement les cultivateurs des